



Informations Syndicales Antifascistes

n° 47 ■ Octobre / Novembre / Décembre 2005 ■ édité par VISA 80 / 82 rue de Montreuil 75011 Paris ■ visacom@club-internet.fr ■ CCPA n° 0608 83860 ■ 1 €

Kees Marges, membre de la Fédération Internationale des Travailleurs des Transports ITF (regroupant les principaux syndicats du transport au niveau international) a publié l'article ci-dessous à propos du livre "The Anatomy of Fascism" de R.O Paxton

Quand la démocratie vacille

23 mars 1919, le paria du parti socialiste Benito Mussolini, soutenu par des anciens combattants, des syndicalistes favorables à la guerre et d'autres sympathisants, crée un mouvement, les Fasci di Combattimento, et "déclare la guerre au socialisme car il s'oppose au nationalisme". De gauche à l'origine, le groupe s'est du jour au lendemain converti en un mouvement d'extrême droite. Vérité historique difficile à accepter, mais un groupe de syndicalistes a bel et bien co-fondé un mouvement fasciste.

Mussolini est l'inventeur du terme "*fascisme*" mais pas de ses fondements intellectuels. R. Paxton explique qu'au milieu du 19^{ème} siècle, le Britannique Thomas Carlyle s'est battu pour une "*dictature bienveillante militarisée, gérée non pas par la classe dirigeante au pouvoir mais par une nouvelle élite composée de capitaines d'industrie altruistes et d'autres meneurs charismatiques*". Les Nazis ont, par la suite, considéré Carlyle comme un précurseur. Le mouvement d'Action française, en France durant la dernière décennie du 19^{ème} siècle, et même le Ku Klux Klan, fondé aux Etats-Unis juste après la guerre de sécession en 1867, sont présentés dans cet ouvrage comme les ancêtres des mouvements fascistes.

R. Paxton attire l'attention du lecteur sur les conséquences de l'élargissement du droit de vote dans de nombreux pays européens à la fin du 19^{ème} siècle et au début du 20^{ème} siècle. Les travailleurs allaient ressentir les effets de la première crise de mondialisation peu de temps après. Jugés élitistes, les conservateurs et les libéraux n'étaient pas prêts à convaincre les masses votantes d'adhérer à leurs idéologies et politiques. La nouvelle gauche socialiste a été la première à récolter les fruits de l'élargissement de l'électorat, sans toutefois réussir à répondre aux attentes que suscitaient ses promesses, ce qui lui valut d'être taxée d'élitiste. Parmi la classe ouvrière, les déçus de la gauche socialiste se sont alors tournés vers le fascisme et



Reuter

Drapeau brandi par des manifestants anti-fascistes qui ont réussi à empêcher un défilé néo-nazi à Berlin en mai 2005

les mouvements assimilés. Ce qui amène R. Paxton à conclure que "*la démocratie vacillante fut l'une des causes majeures de l'avènement du fascisme. C'est quand le gouvernement en place ne donnait pas ou guère satisfaction que le fascisme a le plus facilement réussi à sortir de l'ombre.*"

Voilà qui a de quoi faire réfléchir face au fiasco actuel des politiques de libéralisation et à l'adoption de ces politiques par beaucoup de partis socialistes ou travaillistes. R. Paxton ne sous-entend pas que le fascisme soit à nouveau sur la pente ascendante, mais met en garde contre l'adoption, par des pays capitalistes démocratiques, de mesures dictatoriales pour contrer le terrorisme. Il observe aussi que des régimes totalitaires se tournent vers le capitalisme et que d'anciennes colonies sont aux prises avec des forces de marchés qui leur ont été léguées sans institutions démocratiques.

Le fascisme, comme ces réalités actuelles, nous rappelle que les libertés démocratiques et les libertés du marché ne sont pas toujours compatibles. ■

Article paru dans "transport international" n°21 / octobre - décembre 2005

Le négationnisme du FN devant la justice

■ Le Pen : SOS Racisme et le MRAP engagent des poursuites

(Dépêche AFP du 29/11/05) : SOS Racisme et le MRAP ont engagé des poursuites judiciaires contre Le Pen, qui a maintenu, dans un entretien à la BBC, ses déclarations sur les chambres à gaz, "détail de l'histoire de la seconde guerre mondiale". L'Union des étudiants juifs de France (UEJF) a également "décidé d'engager des poursuites judiciaires", en déplorant "le peu de réactions de la classe politique comme de la société civile à ces propos". Maintenant, cette affaire va aller plus vite et plus loin", a déclaré à l'AFP la porte-parole de SOS Racisme. "Nous sommes scandalisés", a-t-elle ajouté, "c'est incroyable que les dirigeants du Front National (FN) continuent à déclarer que les chambres à gaz ne sont qu'un détail de l'histoire". "Il y a une vraie volonté chez ces gens-là d'attiser la haine", a-t-elle dit.

Dénonçant les propos "immondes" tenus par le leader du FN, le MRAP a annoncé qu'il "décidait d'engager des poursuites judiciaires" contre lui. "Ces propos manifestent d'une volonté de contester les crimes contre l'Humanité" et "une fois de plus et encore une fois de trop le président du FN vient (...) de récidiver dans l'immonde et l'innommable" dans ses propos "sur les chambres à gaz", écrit le MRAP en ajoutant : "Le Pen confirme et valide la nature antisémite et négationniste du Front national. Ces propos sont d'autant plus graves qu'ils ont été tenus sciemment à l'étranger afin de tenter de déjouer la législation française et d'envoyer un message européen à l'ensemble des négationnistes d'Europe".

Lors de son interview à la BBC, le dirigeant du FN a déclaré, alors que le journaliste lui rappelait de manière incomplète les propos qu'il avait tenus en 1987: "Je vais vous dire exactement ce que j'ai dit: les chambres à gaz sont un détail de l'histoire de la seconde guerre mondiale". "C'est si vrai d'ailleurs qu'aucun des chefs de guerre, ni Churchill, ni Staline, ni Roosevelt, ni de Gaulle, aucun d'entre eux n'a jamais cité les chambres à gaz dans ses mémoires", a-t-il ajouté.

En septembre 1987, J Marie Le Pen avait déclaré à la radio que les chambres à gaz nazies étaient "un point de détail de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale". La justice l'avait condamné sur le fond à 1,2 million d'€ d'amende, lui reprochant d'avoir "commis une faute" en "banalisant" les persécutions infligées par les Nazis.

■ Propos sur les chambre à gaz : le procès Gollnisch reporté

(Dépêche AFP du 29/11/05) : Le procès du n° 2 du FN, Bruno Gollnisch, pour des propos controversés sur les chambres à gaz, a été reporté par le tribunal correctionnel de Lyon, au 23 mai 2006, dans l'attente d'une décision du Parlement européen sur l'immunité de l'élu frontiste. Le procès de M. Gollnisch avait déjà été reporté le 6 septembre, pour la même raison. La demande de défense d'immunité est une démarche susceptible, si elle aboutit, d'entraîner la suspension des poursuites.

"... un point de détail de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale ..."



Après avoir reporté son vote à plusieurs reprises, la commission des affaires juridiques du Parlement européen a finalement recommandé de ne pas défendre l'immunité de M. Gollnisch. Le Parlement européen, qui suit généralement les recommandations de la commission, doit encore se prononcer en session plénière sur la question. Selon l'avocat de M. Gollnisch, M^e Wallerand de Saint-Just, la date du vote du Parlement européen sera fixée le 8 décembre, et ce vote pourrait intervenir "aux environs du 11 ou 12 décembre".

Parallèlement à la citation à comparaître dont M. Gollnisch fait l'objet après ses propos sur

les chambres à gaz, une instruction a été ouverte à la suite d'une plainte avec constitution de partie civile du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap), pour les mêmes faits. "Je ne veux pas répondre toute ma vie" de ces faits, a déclaré M. Gollnisch devant le tribunal, à propos de ces deux procédures. Il a affirmé que les reports successifs de l'audience n'étaient pas de son fait. "Je ne suis pas responsable des palinodies de l'assemblée à laquelle j'appartiens (...) Moi aussi je perds beaucoup de temps", a-t-il fait valoir.

Le 11 octobre 2004, lors d'une conférence de presse à Lyon, M. Gollnisch avait assuré "ne pas remettre en cause les déportations" ni "les millions de morts" des camps nazis, avant d'ajouter: "Quant à savoir la façon dont les gens sont morts, le débat doit avoir lieu". Interrogé plus spécifiquement sur les chambres à gaz, il avait répondu: "Je ne nie pas les chambres à gaz homicides. Mais je ne suis pas spécialiste de cette question et je pense qu'il faut laisser les historiens en discuter. Et cette discussion devrait être libre".

Dernière minute : Le 13 décembre, le Parlement Européen a "décidé de ne pas défendre l'immunité et les privilèges de Bruno Gollnisch".

Émeutes de banlieues :

Le FN se réjouit et s'autocongratule

« Les événements de Seine-Saint Denis ne sont pas une surprise pour le Front National qui a tout tenté durant des années pour en prévenir nos compatriotes » a déclaré Bruno Gollnisch. « Aujourd'hui ces messieurs de l'UMP de l'UDF ou du PS ont du mal à crier au diable quand ils évoquent le Front National alors qu'ils reprennent nos idées » a poursuivi Marine Le Pen. « Mais encore faut-il les appliquer et c'est là que la bât blesse » a-elle ajouté.

Sarkozy qui a choisi comme stratégie de conquête du pouvoir d'affaiblir le Front National en appliquant une partie de son programme et en utilisant le mensonge, l'amalgame et la démagogie populiste n'est pas du tout sûr de réussir son pari. En lisant « Français d'Abord » le quotidien en ligne du FN on se rend compte qu'au-delà des fanfaronnades du type : « nous vous l'avions bien dit, on avait prévu ces émeutes et vous pilliez allègrement notre programme », l'affirmation faite par le FN qu'il appliquerait, lui, la totalité de son programme pillé par les autres est en mesure de convaincre une partie de l'électorat que chauffe à blanc Sarkozy dans ses déclarations extrémistes et démagogiques. La campagne électorale du FN ne fait que commencer, le calme revenu en banlieue est précaire, il suffirait de peu pour que l'embrassement reprenne. A coup sûr, cela démontrerait l'échec de Sarko et une partie de ses électeurs potentiels ferait plus confiance au FN pour mettre en pratique des solutions qu'il a toujours préconisé et que Sarko, d'après les fascistes, fait semblant de mettre en œuvre.

C'est d'ailleurs cette dénonciation de l'incapacité de joindre l'acte à la parole qui est l'angle d'attaque du quotidien du FN contre le gouvernement et Sarkozy : « Quant aux tristes clones de Sarkozi qui, pour se faire leur publicité, se baladent dans les banlieues incendiées en récitant en play-back les positions du Front National, leur agitation est dérisoire et indécente » - « Trente ans de politique des partis de l'établissement auquel Nicolas Sarkozy, le chantre de la poursuite de l'immigration, ne répond que par ses incantations habituelles qui restent sans effet depuis trois ans » - « Les propos de M. Sarkozy du type 'nettoyer les banlieues au Kärcher' ou 'les débarrasser de la racaille' ne sont que des rodomontades, puisqu'il a lui-même abrogé l'expulsion des délinquants et criminels étrangers résidents, sous prétexte de suppression de la 'double peine' » ou encore ce titre : « Pas de Kärcher, des charters ! ». Mais face aux émeutes de banlieues, le FN fait aussi de la surenchère pour marquer sa différence avec la droite : « Les "jeunes" mettent le feu, les Français payent » - « A propos d'une prétendue montée du racisme en France, Le Président du Front National observe pour sa part surtout une montée du racisme anti-blancs et de l'antisémitisme. » - « Si un employeur voit se présenter un candidat qui paraît

sale et mal habillé, il est peu enclin à l'embaucher, quelque soit ses origines. L'idée de CV anonymes est ainsi irréaliste puisqu'elle aboutirait à embaucher "des gens sans forme ni couleur" ».

Le Pen fait le pari que, pendant la campagne présidentielle à venir, ses « analyses » et sa propagande politique convaincront les électeurs du FN que Sarko tente de débaucher : « Je crois que nous sommes sur une voie de progression très nette puisque les événements corroborent en quelque sorte les prévisions et les avertissements que nous n'avons cessé de donner. Par conséquent, je crois que le Front national est sur la voie du pouvoir ».

Le FN a aussi pour perspective de s'adresser aux travailleurs français : « La défense des travailleurs français, c'est le FN : Organisée par Laurent Gnaedig responsable de la 8ème circonscription du Bas-Rhin, une équipe militante du FN d'Alsace du Nord a procédé mercredi 5 octobre à une distribution de 1500 tracts au portail des établissements De Dietrich à Zinswiller. Ils entendaient dénoncer notamment le mondialisme économique ultra libre-échangiste qui menace l'ensemble des travailleurs français et d'Europe occidentale ». La tâche des syndicalistes antifascistes est de continuer à dénoncer la propagande et le programme liberticide et raciste du FN, ainsi que sa fausse préoccupation pour les questions sociales et les solutions qu'il propose : préférence nationale et déréglementation libérale. Mais cette bataille ne se gagnera que si, avec la même détermination nous combattons Sarko et sa bande de députés qui disputent l'influence électorale au FN en reprenant à leur compte une partie de son programme et de sa propagande raciste.

Une autre tâche attend tous les syndicalistes : porter un coup d'arrêt, par nos mobilisations et nos luttes, à la politique de régression sociale du patronat et du gouvernement, car c'est la condition première pour stopper la progression du fascisme qui se nourrit des défaites de la classe ouvrière.



Discrimination : Les chiffres de l'injustice

Chômage : Hommes immigrés d'origine de l'Afrique sub-saharienne ou d'Algérie : risque 4,5 fois plus élevé d'être au chômage, 1,9 fois plus élevé s'ils proviennent d'Asie par rapport à ceux que le FN appelle les "de souche". Pour les "deuxième génération" (18 - 40 ans nés en France de parents immigrés), le risque de chômage est de 1,5 à 2 fois supérieur.

Précarité : 21 % des hommes de la deuxième génération (18 - 40 ans) ont un emploi non stable, contre 16,3 % des natifs. 22,9 % des femmes de la deuxième génération sont en emploi non stable, contre 18,9 % des natives.

Fonction publique : La fonction publique n'emploie que 14,8 % d'hommes de la deuxième génération, contre 16,7 % de natifs, et 25,6 % de femmes de la deuxième génération, contre 28,3 % de natives (entre 18 et 40 ans). Ils ou elles sont deux fois plus souvent précaires. (d'après statistiques reproduites par Libération).

Femmes immigrées : 41 % des femmes actives immigrées occupent un emploi précaire, contre 35 % en 1990. Leur insertion professionnelle "s'apparente à une course d'obstacles", note la délégation : "La réussite scolaire n'est pas, pour les jeunes filles issues de l'immigration, synonyme d'une bonne insertion professionnelle." Le taux d'emploi pour les jeunes filles originaires du Maghreb est ainsi de 65,8 %, contre 79,5 % pour celles d'origine française. Sur les huit principales professions exercées par les femmes immigrées, sept sont des professions non qualifiées, contre trois pour les françaises. (d'après Le Monde)

La Droite, décomplexée par Sarkozy crache son venin

Sarkozy continue sa vampirisation d'une partie du programme du FN, en particulier sur l'immigration et la sécurité ("Plus de la moitié du plan sécuritaire de Le Pen déjà cannibalisé par la droite" titrait et développait le Canard enchaîné sur une pleine page. Démonstration faite, preuve à l'appui aussi par Libé). La droite parlementaire, elle, ne veut pas être en reste. Adoptant la stratégie de Sarkozy de combattre le FN en reprenant son programme et son "franc parler" démagogique et extrémiste, il ne se passe pas une semaine sans qu'un député UMP ne fasse une déclaration anti-jeunes, anti-immigrés, déjà plusieurs députés se sont fait interviewer par le journal d'extrême droite Minute. A l'Assemblée nationale, il ne se passe pas un jour sans que l'UMP ne prépare et ne fasse voter des lois liberticides et discriminatoires.

2005 : Seuil critique pour le mouvement syndical

L'année 2005 a été, pour le mouvement syndical, une année particulièrement critique. Les attaques du gouvernement et du patronat contre les acquis sociaux se sont amplifiées : remise en cause des 35 heures avec chantage à la délocalisation, attaque contre les chômeurs, contre la sécurité sociale, fiscalité pour les riches etc... Le mouvement syndical n'a pas réussi à construire une riposte à la hauteur de ces violentes attaques.

Quelle que soit l'appréciation de chacun sur les émeutes de cet automne, celles-ci sont le révélateur de l'incapacité, jusqu'à présent, du mouvement syndical à offrir perspective et espoir aux couches populaires qui subissent les conséquences les plus dramatiques du libéralisme. L'absence de perspectives et de réponses politiques est facteur de découragement et de désespérance dans les banlieues frappées de plein fouet par cette politique (discriminations sociales et ethniques, mal logement, violences auto destructrices, extrême pauvreté).

Souhaitons, pour l'année 2006, que nous, syndicalistes, sachions trouver les ressources et les convergences nécessaires afin de mettre un coup d'arrêt à une politique dont le but est de défaire le mouvement ouvrier et syndical dans les entreprises et de substituer aux valeurs de solidarités le chacun pour soi et du tous contre tous.

Nous savons, nous, militants antifascistes que c'est sur le terreau d'une telle défaite que se nourrit la progression de l'extrême droite fasciste et du FN.

Cher(e)s ami(e)s

Nouvelle
formule

Toutes nos excuses pour le retard dans l'envoi de ce numéro d'ISA ... qui sera le dernier sur papier.

A compter du 1^{er} février 2006, retrouvez ISA en ligne sur :

<http://isa.isa-geek.net>

Mais vous pouvez (devez) continuer à envoyer votre **indispensable soutien financier** à :

ISA chez Visa

80/82 rue de Montreuil 75011 PARIS

(Chèque à l'ordre d'ISA)

Bonne année antifasciste 2006